

une situation particulière car elle est entourée par la zone qu'occupent les Russes. J'aimerais que le ministre renseigne la Chambre sur la nature de nos obligations envers le secteur ouest de Berlin, car nos relations avec cette partie de l'Allemagne sont bien précises mais différentes de celles que nous entretenons avec l'Allemagne de l'Ouest. Il y aurait lieu, à mon avis de dissiper l'ambiguïté qui existe à cet égard.

Il est une autre remarque du ministre que j'aimerais commenter. Il a parlé de la réorganisation de l'armée allemande et a dit qu'on fournirait aux troupes allemandes des armes de nature défensive. On veut sans doute que les armes servent à des fins défensives; ce serait toutefois créer une fausse impression que de laisser intacte cette affirmation suivant laquelle les Allemands n'auraient le droit de se réarmer qu'avec des armes d'un caractère absolument défensif. On pourrait croire que les forces allemandes ne pourront disposer que d'artillerie de D.C.A. et autres armes du genre. D'après les documents qui ont paru, nous savons cependant que les éléments allemands de l'armée européenne compteront, par exemple, des unités blindés; or, même si ces divisions peuvent servir à des fins absolument défensives, personne n'oserait affirmer qu'elles constituent des armes défensives. Je voulais simplement signaler ce détail.

Il nous faut également prendre conscience du fait qu'à l'heure actuelle l'Allemagne n'a pas d'armée et n'en a pas eu depuis 7 ans. On ne peut mettre une armée sur pied en 24 heures, même à l'aide d'un noyau d'officiers qui ont été en activité de service il y a 7 ans. Il faudra quelque temps pour qu'une armée allemande réorganisée soit prête à entrer en campagne ou puisse être considérée efficace de n'importe quel point de vue. Pour moi, j'estime que le péril éventuel au cours des 2 ou 3 ans qui vont suivre d'une armée russe envahissant l'Europe est plus immédiat que les dangers que peut entraîner la création d'une armée allemande.

Je ne crois pas que l'Allemagne s'apprête à s'embarquer dans une autre guerre franco-prussienne, ni à attaquer la France ou tout autre pays européen. Aujourd'hui, elle est plus hostile envers la Russie qu'envers les autres nations européennes. Je ne vois donc pas la nécessité de remettre la ratification de ce protocole; en effet, si nous atermoyons, l'étranger pourra penser que le Canada ne tient pas à s'acquitter de tous ses engagements en tant qu'État membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord ou encore qu'il ne participe pas au désir général de maintenir la paix dans l'univers. Si nos hommes d'État font preuve de sagesse, nous pourrions cesser

de craindre, pour un avenir lointain, de possibles desseins agressifs de l'Allemagne contre d'autres nations européennes.

Si nous gardons à l'esprit l'objectif de la résolution, c'est-à-dire la garantie d'une association plus étroite des pays de l'Europe occidentale, nous pourrions éviter ce danger. Il est inutile de nourrir les soupçons qui existent à l'heure actuelle, car, s'il s'établit, entre les pays de l'Europe occidentale, l'association plus étroite à laquelle peut aboutir une sage politique, le danger de guerres futures s'éloignera.

**M. W. J. Browne (St-Jean-Ouest):** Monsieur l'Orateur, étant donné que je siège aujourd'hui ici à titre de député qui, bien que ne faisant pas partie du comité des affaires extérieures, s'intéresse vivement à la question dont la Chambre est saisie, il me semble que les députés font preuve de beaucoup de discrétion dans l'étude de ce problème. J'appuie le député de Peel (M. Graydon) ainsi que le député de Nanaïmo (M. Pearkes) dans l'attitude qu'ils ont adoptée en faveur de la résolution, bien que je croie pouvoir comprendre les motifs qui ont inspiré les députés de Rosetown-Biggar (M. Coldwell) et de Peace-River (M. Low) lorsqu'ils ont exhorté le ministre à prendre toutes les précautions nécessaires pour que nous ne soyons pas les premiers à déposer notre instrument de ratification. Comme le dit le vieux proverbe: "Ne sois pas le premier à ôter ton vieux manteau ni le dernier à mettre ton manteau neuf". Ils ne veulent pas que nous nous hâtions trop à déposer notre instrument de ratification.

J'ai écouté le député de Peace-River parler des craintes qu'il nourrissait quant au danger que présentait une Allemagne réorganisée. Il suivait en cela quelque peu, à mon avis, l'exemple du député de Rosetown-Biggar, qui a parlé des nazis. On dirait que les députés en question ne sont pas au courant du grand changement qui s'est produit en Allemagne et dans toute l'Europe depuis la guerre. Le fascisme a été vaincu non pas tant par la guerre, mais par la volonté des populations intéressées. Ces peuples ne voulaient pas du fascisme. Ils ne voulaient pas être dominés par une tyrannie. Le peuple de l'Allemagne d'après-guerre ne souhaitait pas être soumis à cette tyrannie. Nous avons aujourd'hui en Italie et en Allemagne des gouvernements démocrates chrétiens avec lesquels les nations occidentales peuvent entretenir des relations harmonieuses. Si nous sommes aujourd'hui appelés à appuyer cette résolution, c'est parce qu'il y a en Allemagne un gouvernement démocrate chrétien dirigé par un premier ministre chrétien.